

**Comité de sécurité de l'information
Chambre autorité fédérale**

DELIBERATION N° 20/035 DU 6 OCTOBRE 2020 RELATIVE A LA COMMUNICATION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL PSEUDONIMISEES PAR LE SPF FINANCES AU BUREAU FEDERAL DU PLAN DANS LE CADRE DES ANALYSES DE LA DISTRIBUTION DES MESURES FISCALES ET SOCIALES

Vu la loi du 15 août 2012 *relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral*, en particulier l'article 35/1, §1, premier alinéa;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier l'article 114 ;

Vu la loi 5 septembre 2018 *instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, en particulier l'article 98 ;

Vu la demande du Bureau fédéral du Plan ;

Vu le rapport du service public fédéral Stratégie et Appui;

Vu le rapport de la présidente.

I. OBJET DE LA DEMANDE

1. Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public qui, entre autres, réalise des prévisions et calcule l'impact des changements de politique en matière de sécurité sociale, d'impôt sur le revenu des personnes physiques et de certains domaines précédemment gérés au niveau fédéral mais qui ont récemment été régionalisés, comme les allocations pour enfants et certaines prestations d'aide sociale sous condition de ressources.
2. L'impact de ces changements de politique devrait non seulement être répercuté sur leur impact macro-budgétaire, mais aussi sur les caractéristiques des individus et des ménages. Ces analyses portent en particulier sur l'impact sur le pouvoir d'achat des ménages et sur le risque de pauvreté.
3. Ces tâches font partie des missions confiées par la loi au BFP. Par exemple, le BFP doit préparer les perspectives de l'économie belge (loi du 21 décembre 1994, Moniteur belge du 23 décembre 1994), lors des élections au Parlement fédéral pour transmettre les programmes

des partis politiques (loi du 22 mai 2014, Moniteur belge du 22 juillet 2014) et participe à la commission d'étude sur le vieillissement et à l'élaboration d'une note sur le vieillissement (loi du 5 septembre 2001, Moniteur belge du 14 septembre 2001). La présente demande de données est soumise pour l'exécution de ces missions.

4. Afin d'effectuer ces analyses de distribution, le BFP souhaite recevoir des données à caractère personnel pseudonymisées de la part du SPF Finances, d'un certain nombre d'institutions de sécurité sociale et d'autres institutions. Les données demandées concernent principalement les composantes à modéliser, à savoir les cotisations de sécurité sociale, les pensions, les prestations de chômage, les garanties de revenu, les prestations de maladie et d'invalidité, les prestations familiales et l'impôt sur le revenu des personnes physiques à payer sur les composantes de revenu correspondantes. De plus, le BFP demande un certain nombre de variables afin d'évaluer les résultats de simulation obtenus.
5. La communication de données à caractère personnel par le SPF Finances nécessite la rédaction d'un protocole entre les parties concernées ou une délibération de la Chambre autorité fédérale du Comité de la sécurité de l'information (cf. infra). En l'espèce, la communication des autres données à caractère personnel (des institutions de sécurité sociale) nécessite l'admission du comité de direction de la Banque Carrefour de la sécurité sociale (loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale*). Un protocole sera conclu pour la communication des données de Statbel.
6. Les données à caractère personnel des différentes bases de données seront couplées et pseudonymisées par la Banque Carrefour de la sécurité sociale dans son rôle d'organisation intermédiaire et de tiers de confiance, conformément à ses missions légales (article 5 de la loi du 15 janvier 1993 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale*). La BCSS veille à ce que le numéro d'identification de la personne concernée soit remplacé par un numéro aléatoire et à ce que les données susceptibles de conduire à la réidentification soient agrégées de manière à exclure le risque de réidentification (*small cells risk analyse*).
7. Les données à caractère personnel pseudonymisées dérivées des bases de données fiscales «IPCAL», «PATRIS» et «LT-SPAR» du FPS Finance sont énumérées en annexe à la délibération, couvrant les catégories suivantes:
 - personalia (y compris situation matrimoniale, personnes à charge)
 - informations générales sur le revenu et les impôts de l'unité fiscale (revenu net imposable, état fiscal, impôt réduit, impôt définitif établi)
 - données relatives à l'imposition résidentielle (revenu cadastral, utilisation professionnelle, détails des prêts hypothécaires, etc.)
 - données pour la détermination des coûts professionnels (frais professionnels, frais professionnels pour les indépendants)
 - les données permettant de déterminer les allègements fiscaux (réductions d'impôts en ce qui concerne les déplacements domicile-travail, l'épargne-retraite, les chèques de repas, les chèques ALE, les frais de garde d'enfants, les primes salariales, l'isolation du toit, les

logements à faible consommation d'énergie, les prestations d'entretien, l'épargne-bâtiment, l'épargne à long terme, l'impôt sur les sociétés)

- données complémentaires pour la détermination des prestations familiales, en particulier les compléments sociaux (revenu cadastral des biens locatifs, bâtiments, terrains, équipements et équipements, allocations d'entretien payées ou perçues)

- revenu cadastral de la maison (PATRIS)

- données sur les pensions versées au titre du troisième pilier (LT-SPAR)

8. Les données à caractère personnel se rapportent aux données d'un échantillon représentatif de la population belge. La méthode d'échantillonnage est décrite en détail dans l'application. L'échantillon couvre donc environ 145 000 ménages privés belges et leurs membres. Les données à caractère personnel prévues se rapportent aux données de l'année de revenu 2017 (l'exercice d'imposition 2018).

II. TRAITEMENT

A. RECEVABILITE DE LA DEMANDE ET COMPETENCE DU COMITE

9. En vertu de l'article 35/1, §1, premier alinéa, de la loi du 15 août 2012 *à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral* la communication de données à caractère personnel par des services publics et des institutions publiques de l'autorité fédérale à des tiers autres que les institutions de sécurité sociale visées à l'article 2, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale* doit faire l'objet une délibération préalable de la chambre autorité fédérale du comité de sécurité de l'information, dans la mesure où les responsables du traitement de l'instance qui communique et des instances destinataires ne parviennent pas, en exécution de l'article 20 de la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel*, à un accord concernant la communication ou au moins un de ces responsables du traitement demande une délibération.
10. Le Comité de sécurité de l'information prend note du fait qu'aucun protocole n'a été établi entre les parties concernées et qu'une demande d'admission a été présentée. La demande est recevable et le Comité se considère compétent.

B. QUANT AU FOND

B.1. RESPONSABILITE

11. Conformément à l'article 5.2 du règlement général sur la protection des données (ci-après dénommé «RGPD»), le SPF Finances (instance qui transfère les données) et le BFP (instance destinataire) en tant que responsables du traitement sont responsables du respect des principes du RGPD et devraient être en mesure de le démontrer.
12. Le comité de la sécurité de l'information rappelle que les responsables du traitement doivent tenir un registre des activités de traitement effectuées sous ses responsabilités dans les conditions prévues à l'article 30 du RGPD.

B.2. LICEITE

13. Conformément à l'article 5.1 a) RGPD, les données à caractère personnel doivent être traitées d'une manière licite à l'égard de la personne concernée. Cela signifie que le traitement envisagé doit être fondé sur l'un des motifs juridiques énoncés à l'article 6 RGPD.
14. Le Comité note que le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement (article 6.1 e) RGPD. Le traitement est également nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis (article 6.1 c RGPD). Le Bureau fédéral du Plan était spécifiquement chargé d'analyser et de prévoir l'évolution socioéconomique et les facteurs qui déterminent cette évolution, ainsi que d'évaluer l'impact des choix de politique économique et sociale afin d'en améliorer la rationalité, l'efficacité et la transparence. Le BFP effectue également des analyses structurelles à moyen et à long terme, principalement dans les domaines économique, social et environnemental (article 127, paragraphe 1, premier et deuxième alinéas, de la loi du 21 décembre 1994 *portant des dispositions sociales et diverses*). En outre, les administrations fédérales, les entreprises publiques et les institutions sont légalement tenues de fournir au BFP tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement de ses missions (article 128 de la loi du 21 décembre 1994).

B.3. LIMITATION DES FINALITES

15. Article 5.1 b) RGPD ne permet le traitement de données à caractère personnel que pour des fins déterminées, explicites et légitimes (principe de finalité). En outre, les données ne peuvent pas faire l'objet d'un traitement ultérieur d'une manière incompatible avec ces objectifs. Le traitement ultérieur à des fins scientifiques, historiques ou statistiques, comme c'est le cas en l'espèce, n'est pas considéré comme incompatible avec les objectifs initiaux si les conditions énoncées à l'article 89, paragraphe 1, du RGPD sont remplies.
16. La communication des données à caractère personnel pseudonymisées par le SPF Finances au Bureau fédéral du Plan est demandée en vue de procéder à des analyses de distribution des mesures fiscales et sociales. L'objet de la présente demande est donc de façonner l'ensemble de données utilisé pour la modélisation des avantages et des cotisations. Plus précisément, les éléments suivants seront modélisés: cotisations de sécurité sociale, pensions, prestations de chômage, garanties de revenu, prestations de maladie et d'invalidité, prestations familiales et impôts sur le revenu des personnes physiques payables sur les composantes de revenu correspondantes. Trois grands blocs de données demandés (tant auprès du SPF Finances que d'autres institutions publiques, qu'elles relèvent ou non du secteur de la sécurité sociale) peuvent être distingués:
 - les variables permettant de modéliser la réglementation d'un domaine politique particulier,
 - les variables permettant d'évaluer le résultat calculé en comparant les montants calculés avec le modèle avec un montant enregistré,
 - variables permettant d'évaluer les résultats simulés.
17. En ce qui concerne le traitement ultérieur à des fins scientifiques, l'article 89.1 RGPD exige des garanties appropriées, conformément au RGPD, en ce qui concerne les droits et libertés des personnes concernées. Ces garanties garantissent la mise en place de mesures techniques et organisationnelles, en particulier pour assurer le respect du principe de minimisation des données. Ces mesures peuvent comprendre la pseudonymisation, dans la mesure où ces

finalités peuvent être atteintes de cette manière. Chaque fois que ces finalités peuvent être atteintes par un traitement ultérieur ne permettant pas ou plus l'identification des personnes concernées, il convient de procéder de cette manière.

18. Le Comité de sécurité de l'information note qu'il n'est pas possible pour le demandeur de travailler avec des données anonymes dans le cadre de cette enquête, car il exige des informations détaillées pour analyser la situation des individus. Le Comité note que la requérante prévoit le couplage et la pseudonymisation des données à caractère personnel par un tiers (un tiers de confiance), en particulier la Banque Carrefour de la sécurité sociale.
19. Compte tenu de ce qui précède, le Comité de la sécurité de l'information considère que les finalités de la communication envisagée de données à caractère personnel sont déterminées, explicites et légitimes.

B.4. PROPORTIONALITE

B.4.1. Minimisation des données

20. L'article 5.1 b) du RGPD dispose que les données à caractère personnel doivent être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées («minimisation des données»).
21. Les données fiscales du SPF Finances, telles qu'elles sont généralement décrites dans le paragraphe 7 et en détail dans l'annexe à la présente délibération, devraient permettre au Bureau fédéral du Plan – couplées aux données à caractère personnel pseudonymisées des autres institutions concernées – de façonner l'ensemble de données utilisé pour la modélisation des avantages et des contributions. Comme déjà mentionné, ils devraient permettre de modéliser la réglementation d'un domaine de politique particulier, d'évaluer le résultat calculé en comparant les montants calculés avec le modèle avec un montant enregistré et d'évaluer les résultats simulés.
22. Compte tenu de ce qui précède, le Comité de sécurité de l'information considère que les données à caractère personnel sont adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

B.4.2. Limitation de la conservation

23. En ce qui concerne le délai de conservation, le Comité rappelle que les données à caractère personnel ne doivent plus être conservées sous une forme permettant d'identifier les personnes concernées au-delà des finalités pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées. Les données à caractère personnel peuvent être conservées pour des durées plus longues dans la mesure où elles seront traitées exclusivement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques conformément à l'article 89, paragraphe 1, pour autant que soient mises en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées requises par le présent règlement afin de garantir les droits et libertés de la personne concernée (art. 5.1 e) RGDP).
24. Le Bureau fédéral du Plan demande l'autorisation de conserver les données personnelles pseudonymisées et couplées jusqu'au 31 décembre 2025. Pendant cette période, il devrait être possible d'effectuer les opérations nécessaires sur les données de base ainsi que d'adapter les programmes qui traitent les données de base manipulées. La longue période de

conservation est également justifiée par le fait que les données sont demandées en vue de l'analyse des programmes électoraux des élections législatives fédérales prévues à la suite de celles de 2019, c'est-à-dire de 2024.

25. Le Comité de sécurité de l'information estime que cette période de conservation est acceptable. Si l'objectif a été atteint avant l'expiration de ce délai, les données devraient être conservées par le demandeur avant l'expiration de ce délai sous une forme qui ne permette pas l'identification des personnes concernées.

B.5. DROITS ET LIBERTES DES PERSONNES CONCERNEES

26. Compte tenu du fait que l'article 128 de la loi précitée du 21 décembre 1994 prévoit que toutes les administrations fédérales, les entreprises publiques et les institutions sont tenues de fournir au BFP toutes les renseignements nécessaires à l'accomplissement de ses missions et que les données à caractère personnel sont traitées à des fins statistiques, les parties concernées sont exemptées de l'obligation d'information préalable pour les personnes concernées en vertu de l'article 14.5 b) et c) RGPD.
27. Le traitement à des fins d'archivage dans l'intérêt public, de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques est soumis à des garanties appropriées, conformément au RGPD, en ce qui concerne les droits et libertés de la personne concernée (article 89.1 RGPD).
28. En application de l'article 89.2 du RGPD, le titre 4 de la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel* détermine le régime d'exemption en ce qui concerne les droits des personnes concernées visés à l'article 15 (droit d'inspection), à l'article 16 (droit à rectification), à l'article 18 (droit à restriction) et à l'article 21 (droit d'objection) du RGPD.
29. Dans la mesure où le demandeur souhaite invoquer la dérogation prévue au titre 4 de la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel*, étant donné que l'exercice des droits susmentionnés menace de rendre la recherche scientifique impossible ou de menacer d'entraver gravement la recherche scientifique et que des dérogations sont nécessaires pour atteindre ces objectifs, les dérogations devraient être appliquées dans les conditions prévues au titre 4 de la loi du 30 juillet 2018:
- le cas échéant, en nommant un délégué à la protection des données, comme c'est le cas
 - complétant le registre des catégories d'activités de traitement
 - informations complémentaires à la personne concernée si les données sont collectées auprès de la personne concernée (quod non);
 - la conclusion d'un accord entre le responsable du traitement et le responsable du traitement (dans le présent débat qui, conformément à l'article 35, paragraphe 4, de la loi du 15 août 2002 *portant création et organisation d'un intégrateur de service fédéral*, relie les parties concernées);
 - l'application de la cascade de données anonymes, pseudonymisées ou non-pseudonymisées selon les finalités du traitement et dans les conditions prévues au titre 4, comme c'est le cas en l'espèce;
 - la non-diffusion de données pseudonymisées, sous réserve des exceptions prévues.

B.6. SECURITE

- 30.** Les données à caractère personnel doivent être traitées en prenant des mesures techniques ou organisationnelles appropriées de manière à assurer une sécurité adéquate, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle («intégrité et confidentialité»).
- 31.** Les mesures techniques et organisationnelles du Bureau fédéral du Plan et du SPF Finances ont déjà fait l'objet d'une évaluation positive lors de la délibération n°32/2017 du 19 octobre 2017 de l'ancien Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale et ont été confirmées par la délibération n° 20/013 du 15 mai 2020 du Comité de sécurité de l'information. Le Comité de sécurité de l'information prend également note du fait que le Bureau fédéral du Plan a publié une déclaration de confidentialité sur son site Web.
- 32.** Le Comité rappelle que, dans certains cas, l'article 35 du RGPD impose au responsable du traitement de procéder à une évaluation de l'impact des activités de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel avant le traitement. À cet égard, le Comité se référerait aux "lignes directrices pour les évaluations d'impact sur la protection des données et déterminerait si le traitement présente un "risque probablement élevé" au sens du règlement (CE) no 2016/679 du groupe de travail article 29 et de la recommandation de la Commission no 01/2018 du 28 février 2018 relative à la protection de la vie privée en ce qui concerne l'évaluation d'impact sur la protection des données et la consultation préalable'.
- 33.** Si cette évaluation montre qu'il y a lieu de prendre des mesures supplémentaires, les parties concernées présentent, de leur propre initiative, une demande de modification du présent débat. Le cas échéant, la communication de données à caractère personnel n'a lieu que lorsque l'autorisation requise du comité a été obtenue. Si l'analyse d'impact sur la protection des données montre qu'il existe un risque résiduel élevé, le demandeur doit soumettre le traitement des données prévu à l'Autorité de la protection des données, conformément à l'article 36.1 du RGPD.

Par ces motifs,

la chambre autorité fédérale du Comité de sécurité de l'information

conclut que la communication des données à caractère personnel pseudonimisées par le SPF Finances, par l'intermédiaire de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, au Bureau fédéral du Plan est autorisée moyennant le respect des mesures de protection des données définies, en particulier les mesures en matière de limitation de la finalité, de minimisation des données, de limitation de la durée de conservation des données et de sécurité de l'information.

Le comité de sécurité de l'information indique que les responsables du traitement sont tenus de procéder, le cas échéant, à une évaluation d'impact sur la protection des données. Si cette évaluation montre qu'il y a lieu de prendre des mesures supplémentaires pour protéger les droits et libertés des personnes concernées, les parties sont tenues de soumettre les dispositions relatives au traitement des données modifiées au Comité de sécurité de l'information.

M. SALMON
Présidente

Le siège de la chambre autorité fédérale du Comité de sécurité de l'information est établi dans les bureaux du SPF Stratégie et Appui à l'adresse suivante: Boulevard Simon Bolivar 30, 1000 Bruxelles.

Annexe: les données à caractère personnel provenant du SPF Finances (uniquement disponible en version néerlandaise)

Benaming (IPCAL-code)	Beschrijving	Meetwaarden
Geanonimiseerd rijkregisternummer van partner 1 van de fiscale eenheid	Geanonimiseerd identificatienummer van het individu	Fictief nummer
Geanonimiseerd rijkregisternummer van partner 2 van de fiscale eenheid	Geanonimiseerd identificatienummer van het individu	Fictief nummer
Personalia		
A0010	Ongehuwd en niet wettelijk samenwonend	
A0020	Gehuwd	
A0040	Echtgenoot met bestaansmiddelen <= 2.660 €	
A0060	Wettelijk samenwonend	
A0080	partner met bestaansmiddelen <= 2.660 €	
A0100	Weduwnaar, weduwe (of gelijkgestelde)	
A0110	Overlijden partner in 2011	
A0120	gemeenschappelijke aanslag	
A0130	afzonderlijke aanslagen	
A0140	Uit de echt gescheiden (of gelijkgestelde)	
A0150	in 2011	
A0160	Van tafel en bed gescheiden	
A0170	in 2011	
A0180	Feitelijk gescheiden	
A0190	in 2011	
A0220	Overlijden belastingplichtige	
A0230	was gehuwd of wettelijk samenwonend	
A0240	was in 2011 weduwnaar geworden	
A0250	gemeenschappelijke aanslag	
A0260	afzonderlijke aanslagen	
A0270	was niet gehuwd of WS	
A0280	Handicap echtgenote of WS	
B0280	Handicap echtgenote of WS	

Benaming (IPCAL-code)	Beschrijving	Meetwaarden
A0300	Aantal kinderen ten laste (niet co-ouderschap)	
A0310	Aantal gehandicapte kinderen ten laste (niet co-ouderschap)	
A0320	Andere personen ten laste	
A0330	Handicap andere persoon ten laste	
A0340	Co-ouderschap ten laste	
A0350	Handicap kind co-ouderschap ten laste	
A3080	Kinderen < 3 jaar zonder bewakingskosten	
A3090	Handicap kind < 3j.zonder bewakingskosten	
A0430	Ascendenten ten laste	
A0440	Gehandicapte ascendenten ten laste	

Algemene informatie met betrekking tot de inkomsten en belastingen van de fiscale eenheid

A7555	Globaal belastbaar netto inkomen partner 1	
B7555	Globaal belastbaar netto inkomen partner 2	
A7557	Afzonderlijk belastbaar netto inkomen partner 1	
B7557	Afzonderlijk belastbaar netto inkomen partner 2	
A8299	Belasting Staat partner 1	
B8299	Belasting Staat partner 2	
A8303	Gereduceerde belasting partner 1 gevestigd op afzonderlijk belastbaar inkomen	
B8303	Gereduceerde belasting partner 2 gevestigd op afzonderlijk belastbaar inkomen	
A8304	Gereduceerde belasting partner 1 gevestigd op gezamenlijk belastbaar inkomen	
B8304	Gereduceerde belasting partner 2 gevestigd op gezamenlijk belastbaar inkomen	
A8455	Finaal gevestigde belasting	

Deel 1: gegevens voor woonfiscaliteit

A1000	KI van de eigen woning onderworpen aan OV	
B1000	KI van de eigen woning onderworpen aan OV	
A1050	Gebruikt voor het beroep	
B1050	Gebruikt voor het beroep	
A1400	Datum van de lening	
B1400	Datum van de lening	
C3600	Hypothecaire lening gesloten in 2015	

Benaming (IPCAL-code)	Beschrijving	Meetwaarden
D3600	Hypothecaire lening gesloten in 2015	
C3610	Premie individuele levensverzekering gesloten in 2015	
D3610	Premie individuele levensverzekering gesloten in 2015	
C3700	Lening gesloten tussen 2005-2014: interesten en kapitaalaflossingen	
D3700	Lening gesloten tussen 2005-2014: interesten en kapitaalaflossingen	
C3710	Leningen gesloten tussen 2005-2014: premies van individuele levensverzekeringen	
D3710	Leningen gesloten tussen 2005-2014: premies van individuele levensverzekeringen	
C3800	Lening gesloten voor 2006: interesten en kapitaalaflossingen – voor uw ‘eigen woning’	
D3800	Lening gesloten voor 2006: interesten en kapitaalaflossingen – voor uw ‘eigen woning’	
C1000	Interesten die in aanmerking komen voor een gewestelijke belastingvermindering: vrijgestelde inkomen ‘eigen woning’ – gelegen in België – die u niet verhuurt	
D1000	Interesten die in aanmerking komen voor een gewestelijke belastingvermindering: vrijgestelde inkomen ‘eigen woning’ – gelegen in België – die u niet verhuurt	
C1330	Interesten hypothecaire lening voor 2005 om – enige woning te bouwen: gesloten in 2015	
D1330	Interesten hypothecaire lening voor 2005 om – enige woning te bouwen: gesloten in 2015	
C1380	Interesten hypothecaire lening voor 2005 om – enige woning te bouwen: gesloten voor 2015	
C3590	Kapitaalaflossingen van hypothecaire leningen aangegaan voor het verwerven of verbouwen van uw eigen woning die in aanmerking komen voor de gewestelijke vermindering voor het bouwsparen	
D3590	Kapitaalaflossingen van hypothecaire leningen aangegaan voor het verwerven of verbouwen van uw eigen woning die in aanmerking komen voor de gewestelijke vermindering voor het bouwsparen	
C3550	Kapitaalaflossingen van hypothecaire leningen aangegaan voor het verwerven of verbouwen van uw eigen woning die in aanmerking komen voor de gewestelijke vermindering voor het bouwsparen	
D3550	Kapitaalaflossingen van hypothecaire leningen aangegaan voor het verwerven of verbouwen van uw eigen woning die in aanmerking komen voor de	

Benaming (IPCAL-code)	Beschrijving	Meetwaarden
C3560	gewestelijke vermindering voor het bouwsparen Kapitaalaflossingen van hypothecaire leningen aangegaan voor het verwerven of verbouwen van uw eigen woning die in aanmerking komen voor de gewestelijke vermindering voor het bouwsparen	
D3560	Kapitaalaflossingen van hypothecaire leningen aangegaan voor het verwerven of verbouwen van uw eigen woning die in aanmerking komen voor de gewestelijke vermindering voor het bouwsparen	
C3570	Kapitaalaflossingen van hypothecaire leningen aangegaan voor het verwerven of verbouwen van uw eigen woning die in aanmerking komen voor de gewestelijke vermindering voor het bouwsparen	
D3570	Kapitaalaflossingen van hypothecaire leningen aangegaan voor het verwerven of verbouwen van uw eigen woning die in aanmerking komen voor de gewestelijke vermindering voor het bouwsparen	
C3580	Kapitaalaflossingen van hypothecaire leningen aangegaan voor het verwerven of verbouwen van uw eigen woning die in aanmerking komen voor het lange termijnsparen	
D3580	Kapitaalaflossingen van hypothecaire leningen aangegaan voor het verwerven of verbouwen van uw eigen woning die in aanmerking komen voor het lange termijnsparen	
Deel 2: gegevens voor bepalen beroepskosten		
A2580	Werkelijke beroepskosten loontrekkende indien hij wettelijk forfait niet wenst	
B2580	Werkelijke beroepskosten loontrekkende indien hij wettelijk forfait niet wenst	
A4060	Werkelijke beroepskosten bedrijfsleider indien hij wettelijk forfait niet wenst	
B4060	Werkelijke beroepskosten bedrijfsleider indien hij wettelijk forfait niet wenst	
A4520	Werkelijke beroepskosten meewerkende partner indien hij wettelijk forfait niet wenst	
B4520	Werkelijke beroepskosten meewerkende partner indien hij wettelijk forfait niet wenst	
A6060	Beroepskosten zelfstandigen	
B6060	Beroepskosten zelfstandigen	
A6570	Beroepskosten zelfstandigen	
B6570	Beroepskosten zelfstandigen	
Deel 3: gegevens voor bepalen belastingverminderingen		

Benaming (IPCAL-code)	Beschrijving	Meetwaarden
A2540	Totaal bedrag dat in aanmerking komt voor terugbetaling woon-werkverkeer	
B2540	Totaal bedrag dat in aanmerking komt voor terugbetaling woon-werkverkeer	
A2550	Gedeelte van de vrijstelling woon-werkverkeer	
B2550	Gedeelte van de vrijstelling woon-werkverkeer	
A3610	Hoogte van het bedrag dat in aanmerking komt voor de belastingvermindering voor pensioensparen	
B3610	Hoogte van het bedrag dat in aanmerking komt voor de belastingvermindering voor pensioensparen	
C3640	Hoogte van het bedrag dat in aanmerking komt voor de belastingvermindering voor dienstencheques	
D3640	Hoogte van het bedrag dat in aanmerking komt voor de belastingvermindering voor dienstencheques	
C3650	Hoogte van het bedrag dat in aanmerking komt voor de belastingvermindering voor PWA-cheques	
D3650	Hoogte van het bedrag dat in aanmerking komt voor de belastingvermindering voor PWA-cheques	
C3660	Aantal gebruikte dienstencheques	
D3660	Aantal gebruikte dienstencheques	
A3840	Hoogte van het bedrag dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de belastingvermindering voor kinderopvangkosten	
A3940	Hoogte van totaalbedrag giften die in aanmerkingen komen voor de belastingvermindering voor giften	
A2420	Hoogte van het bedrag voor berekening van de loonbonus	
B2420	Hoogte van het bedrag voor berekening van de loonbonus	
A2440	Hoogte van het bedrag voor berekening van de loonbonus	
B2440	Hoogte van het bedrag voor berekening van de loonbonus	
C3170	Hoogte bedrag voor de berekening van de belastingvermindering voor isolatie van het dak	
A3150	Uitgaven voor fotovoltaïsche panelen gedaan in 2012	
A3160	Uitgaven voor geothermische zonne-energie gedaan in 2012	
A3430	Totale bedragen van de belastingvermindering voor energiebesparende uitgaven	
A3440	Totale bedragen van de belastingvermindering voor energiebesparende uitgaven	
A3470	Lage energiewoningen	

Benaming (IPCAL-code)	Beschrijving	Meetwaarden
A3480	Nulenergiewoningen	
A3670	Passiefhuizen	
A3900	Hoogte van de werkelijk betaalde onderhoudsuitkeringen	
B3900	Hoogte van de werkelijk betaalde onderhoudsuitkeringen	
C3500	Gewestelijke vermindering voor het bouwsparen: contract gesloten in 2015	
D3500	Gewestelijke vermindering voor het bouwsparen: contract gesloten in 2015	
C3510	Gewestelijke vermindering voor het bouwsparen: contract gesloten voor 2015 en vanaf 1989	
D3510	Gewestelijke vermindering voor het bouwsparen: contract gesloten voor 2015 en vanaf 1989	
C3520	Gewestelijke vermindering voor het bouwsparen: contract gesloten voor 2015 en voor 1989	
D3520	Gewestelijke vermindering voor het bouwsparen: contract gesloten voor 2015 en voor 1989	
C3530	Gewestelijke vermindering voor het lange termijnsparen: vanaf 1989	
D3530	Gewestelijke vermindering voor het lange termijnsparen: vanaf 1989	
C3540	Gewestelijke vermindering voor het lange termijnsparen: na 1989	
D3540	Gewestelijke vermindering voor het lange termijnsparen: na 1989	
A2250/B2250	Bedrijfsvoorheffing loontrekkers	
A4250/B4250	Bedrijfsvoorheffing pensioenen (verrekenbaar maar niet terugbetaalbaar)	
Deel 4: bijkomende gegevens voor bepalen gezinsbijslagen (i.h.b. sociale toeslag)		
A1060 / B1060	Niet-geïndexeerd K.I.: Gebouwd verhuurd niet voor beroep of niet verhuurd	
A1061 / B1061	Geïndexeerd K.I.: Gebouwd verhuurd niet voor beroep of niet verhuurd	
A1070 / B1070	Niet-geïndexeerd K.I.: Ongebouwd verhuurd niet voor beroep of niet verhuurd	
A1071 / B1071	Geïndexeerd K.I.: Ongebouwd verhuurd niet voor beroep of niet verhuurd	
A1080 / B1080	Niet-geïndexeerd K.I.: Verhuurd, pachtwetgeving, voor land-tuinbouw	
A1081 / B1081	Geïndexeerd K.I.: Verhuurd, pachtwetgeving, voor land-tuinbouw	
A1090 / B1090	Niet-geïndexeerd K.I.: Gebouwen, materieel en outillering	
A1091 / B1091	Geïndexeerd K.I.: Gebouwen, materieel en outillering	
A1120 / B1120	Niet-geïndexeerd K.I.: Gronden	
A1121 / B1121	Geïndexeerd K.I.: Gronden	
A1150 / B1150	Niet-geïndexeerd K.I.: Materieel en outillering	
A1151 / B1151	Geïndexeerd K.I.: Materieel en outillering	

Benaming (IPCAL-code)	Beschrijving	Meetwaarden
A3900 / B3900	Uitbetaalde onderhoudsuitkeringen	
A3920	Uitbetaalde onderhoudsuitkeringen (door beide partners samen verschuldigd)	
A1920 / B1920	Ontvangen onderhoudsuitkeringen: niet gekapitaliseerde uitkeringen	
A1930 / B1930	Ontvangen onderhoudsuitkeringen: achterstalige uitkeringen	
A1940 / B1940	Ontvangen onderhoudsuitkeringen: gekapitaliseerde uitkeringen (fictief jaarbedrag)	
A1950 / B1950	Ontvangen onderhoudsuitkeringen: kapitaal	

De gegevens uit de bron PATRIS worden opgevraagd voor het inkomensjaar 2017 (aanslagjaar 2018) voor alle individuen uit de steekproef.

Benaming	Beschrijving	Meetwaarden
Geanonimiseerd rijkregisternummer van de eigenaar	Geanonimiseerd identificatienummer van het individu	Fictief nummer
Kadastraal inkomen eigen woning	Kadastraal inkomen eigen woning	Bedrag in klassen van 10 euro

De gegevens uit de bron LT-SPAR databank worden eveneens opgevraagd voor het inkomensjaar 2017 (aanslagjaar 2018) voor alle individuen uit de steekproef.: alle informatie over de uitbetaalde derdepijlerpensioenen.